

Gilets Jaunes - Lutte des classes *

Avant de se pencher sur la place du prolétariat dans le mouvement des Gilets Jaunes il est nécessaire de savoir ce qu'il en est en termes de lutte de classes, au pluriel. Le sens le plus élémentaire du terme de "classe" est défini par la position "économique" de ses composants dans la vie sociale et cela indépendamment des idées et convictions de ses membres.

Le mouvement des GJ est une réaction à des mesures d'ordre économique qui depuis des années vont toutes dans le même sens : accroître la rentabilité d'un système basé sur l'exploitation de l'immense majorité de la population au profit d'une minorité. Les dernières décennies sont marquées par un accroissement sans précédent de l'écart entre les "pauvres" et les "riches". La composition sociale du mouvement des GJ est diverse. Le capitalisme n'exploite pas seulement les travailleurs salariés, cols bleus ou cols blancs, les "prolétaires". A travers ses banques et à travers la fiscalité de son État, il tire aussi profit du travail des petits paysans, des petits commerçants, des artisans, des "auto-entrepreneurs", etc. C'est cet ensemble de "victimes" du système qui forme l'essentiel des Gilets. Un ensemble qui n'est pas caractérisé par une couleur de peau, ni par des croyances religieuses ou philosophiques, un ensemble qui possède comme "*particularité identifiable*" celle de subir l'oppression économique d'un même système. Si on s'en tient à la définition de classe basée sur un critère fondamentalement économique, il s'agit bien d'une classe au sens large, la classe des victimes, des exploités. Cette large catégorie est elle même composée d'une diversité de classes définies suivant des critères plus précis : salariés, chômeurs, petit propriétaires, auto-entrepreneurs, retraités, etc.

D'ailleurs, si l'on considère le camp qui s'oppose au Gilets, il apparaît aussi comme une classe, celle de ceux qui profitent et gèrent aux plus hauts niveaux le système dominant. Et cet ensemble est lui même composé de "sous-classes" dont les intérêts peuvent parfois être contradictoires mais qui ont un même intérêt face aux exploités : la bourgeoisie industrielle, celle commerciale ou immobilière, les hauts fonctionnaires de l'État, etc.

Mais, quelle que soit la façon dont on distingue ou regroupe les classes en présence, il s'agit bien d'une lutte de classes, au pluriel.

Le terme de "peuple" a souvent été utilisé pour désigner ce qu'incarnent les Gilets Jaunes. Jacques Wajnsztein écrit à ce propos :

"Ainsi, alors que dans le mouvement même, cet ensemble qui n'est pas une totalité (peuple) ni une particularité identifiable (classe) a tendance soit à vouloir se constituer comme une totalité des dominés (« les gens d'en bas ») dans les conditions présentes incluant les transformations du capitalisme : soit à vouloir réveiller celle d'un Peuple essentialisé à grand renfort de symboles de l'ancien État-nation français (drapeau et Marseillaise)."

En réalité le terme de "peuple" peut recouvrir de nombreuses significations. Mais dans l'ensemble elles tournent autour de deux principales. "*Peuple peut désigner soit la totalité de la nation, soit la partie de la nation qui est dominée économiquement et politiquement.*" (<http://www.cnrtl.fr/definition/peuple>) Cette ambiguïté est une source de confusion très fréquemment utilisée par les hommes politiques, de droite ou de gauche, pour justifier le nationalisme, l'unité "républicaine" de toutes les classes avec un langage "populaire". Quand les Gilets Jaunes disent nous sommes "*le peuple*", "*les gens d'en bas*", ils ne prétendent pas être la totalité de la nation, mais bien une classe ou un ensemble de classes "dominées". Quand une partie d'entre eux brandit des drapeaux nationaux ou chante la Marseillaise, cela veut dire pour certains "la vraie France c'est ceux d'en bas", ceux qui combattent les dominants, mais pour d'autres, en particulier les minorités d'extrême droite, c'est du simple nationalisme, teinté de xénophobie et de repli sur soi.

C'est une ambiguïté qui traduit la diversité de l'appartenance de classe des GJ, dans la mesure où la place dans la vie économique TEND à favoriser tel ou tel type d'idées, de pensées. Il est plus facile pour une aide-soignante, un ouvrier d'industrie ou une institutrice d'envisager l'élimination de la propriété privée des moyens de production que pour un petit paysan ou un petit patron. Mais ce n'est qu'une tendance. Il y a aussi des prolétaires dans les mouvements d'extrême droite comme il y a des petits paysans qui comprennent "les communs". Le déterminisme économique au niveau des consciences est une réalité importante mais, contrairement à la caricature que peut en faire un marxisme rabougri, il n'est ni absolu ni unique. Par exemple, dans le cas du mouvement des GJ, il ne fait aucun doute que des facteurs comme la personnalité et

le style de Macron, s'autoproclamant Jupiter et parlant des gens "qui ne sont rien", ont joué un rôle important. Merci patron... Merci Macron. Il en est de même de l'image intériorisée d'une France pays des Sans-culottes et des révolutions.

Pour comprendre le mouvement, dit Maxime, il faut se passer de la catégorie "lutte de classe", au singulier, et Jacques Wajnsztejn dit qu'il ne s'agit pas d'un mouvement "classiste".

Cela peut vouloir dire que l'on n'a pas vu dans ce mouvement un prolétariat homogène, luttant seul pour ses seuls intérêts immédiats. Cela correspond à la réalité.

D'abord, tous les secteurs du prolétariat n'y étaient pas présents. Les plus pauvres en particulier y étaient pratiquement absents. Ensuite, ceux qui y participaient ne se battaient pas pour des revendications spécifiques à la seule classe des salariés. Les questions soulevées touchaient, comme on l'a vu, l'ensemble des "victimes" du système : le pouvoir d'achat, par exemple. Elles concernaient aussi des questions plus globales, en rapport avec l'ensemble de l'organisation de la vie sociale : le rejet du spectacle "démocratique" des partis et des syndicats, la dénonciation de la "répartition des richesses", le combat contre la dégradation écologique de la planète : "les fins de mois difficiles et la fin du monde, même combat".

C'est une évidence : ce n'était pas une lutte classique (classiste ?) des seuls prolétaires contre leurs patrons.

Maxime dit qu'il faut aussi rejeter la catégorie de "sujet révolutionnaire historique : le prolétariat".

C'est une question qui pour moi reste ouverte. Même si les conditions d'un dépassement du capitalisme sont très différentes de ce qu'elles furent pour les mouvements révolutionnaires "prolétariens" du passé, du fait en particulier de l'actuelle émergence de "germes" d'un mode de production non-capitaliste, il n'en demeure pas moins que certains secteurs de la société sont de par leur situation économique et sociale, plus à même de désirer et de réaliser ce dépassement.

Une question me semble importante à cet égard : celle des rapports entre les prolétaires et le reste des participants au mouvement. Le scepticisme de certains "révolutionnaires" à l'égard du mouvement de GJ repose sur la nature "interclassiste" du mouvement. Deux remarques à ce sujet.

- L'"interclassisme" dont le mouvement a fait preuve est une alliance entre victimes du capital et non une alliance entre victimes et gérants du capital.

- Les principaux moments d'action révolutionnaire du passé caractérisés comme "prolétariens" n'ont pu être révolutionnaires que parce que le prolétariat n'y était pas seul.

Ils ont été presque tous liés à des situations de guerre avec toutes les souffrances que cela comporte pour l'immense majorité de la population et pas seulement pour les prolétaires, en particulier dans les pays "vaincus", où la défaite facilite le rejet de la classe dirigeante. Dans les révolutions en Russie et en Allemagne à la fin de la Première Guerre Mondiale, les soviets et les conseils de soldats, constitués souvent de "paysans en uniforme", ont joué un rôle crucial et décisif.

Jacques W fait le même constat lorsqu'il écrit :

"Comme dans les mouvements révolutionnaires historiques (la Révolution française, 1848, la Commune, les révolutions russes et chinoises, l'Espagne, la Hongrie 1956, etc.) ou dans les soubresauts révolutionnaires (mai 1968 ; Italie 1968-78), nous n'avons pas à faire à des mouvements purement classistes qu'il ne s'agit donc pas de définir de façon classiste comme si la révolution allait forcément être facilitée par une pureté de classe et donc qu'il n'y aurait rien à attendre d'un mouvement comme celui des Gilets jaunes du fait de son « interclassisme ». Les luttes de classes ont justement été les plus virulentes quand cette pureté de classe était la moins évidente."

De la capacité à gérer cette diversité dépend le succès d'un dépassement du capitalisme. C'est un des aspects importants de ce mouvement que de s'être confronté en pratique à cette question.

J'ai pu noter dans les témoignages sur la vie dans ces Agora du mouvement qu'étaient les "Ronds Points" et les "cabanes", qu'on y était souvent confronté au problème des divergences, en particulier sur la question de l'immigration. Certains témoignages disaient qu'au bout de plusieurs semaines de discussion et de convivialité les "anti-immigrants" avaient été ébranlés dans leurs convictions. D'autres disaient qu'on avait choisi de ne pas en discuter pour éviter des divisions.

Savoir gérer, confronter, surmonter les divisions ne sera pas toujours simple mais ce sera une des principales conditions de force d'un mouvement. Qui plus est, on ne parle vraiment de début de "révolution" que lorsqu'on assiste au refus par une partie des forces de répression de jouer leur rôle et à leur passage du côté du mouvement qu'elles sont censées réprimer.

A ce niveau, une question devra jouer un rôle essentiel : la formulation, la visibilité d'un projet révolutionnaire.

Il est difficile de marcher ensemble si on ne sait pas où l'on va.

JW aborde aussi cette question :

"Mais ce qui va nous être alors rétorqué, c'est « que proposez-vous ? ». C'est la même chose que ce qu'on nous disait en 68 et avec en plus même pas l'échappatoire, pour certains, de répondre en proposant les modèles exotiques (Cuba ou la Chine)."

Il n'empêche qu'il faudra bien répondre à cette question.

Le mouvement des GJ, en particulier au niveau de son autonomie par rapport aux organes d'encadrement que sont les partis politiques et les syndicats, a été rendu possible en grande partie par les nouvelles technologies de la communication. Internet, les réseaux sociaux ont été déterminants. Répondre à la question "que proposez-vous ?" devra tenir compte non seulement de ces nouveaux moyens de communication mais aussi de toute la révolution technologique actuelle qui bouleverse et bouleversera le processus même de production. Une révolution qui permet l'émergence sous forme embryonnaire de rapports non marchands, de façon pure ou hybride, au sein même des aspects les plus modernes de la production, celle des biens digitaux.

Raoul Victor
25 janvier 2019

* Extraits d'un échange avec Maxime.